

Question écrite n°1551 - Sujet : Assurance dépendance

Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Date limite de réponse à la question : 06-03-2007

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
06-02-2007	Dépôt de la question	Document écrit de la question
09-03-2007	Réponse écrite de Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé; Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration	Document écrit de la réponse



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

06 FEV. 2007

Q 1551

Monsieur Lucien Weiler
Président de la Chambre
des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 6 février 2007

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 75 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale au sujet de l'assurance dépendance.

Suite aux modifications légales applicables à partir du 1^{er} janvier 2007 en matière d'assurance dépendance, les prix d'hébergement pour les personnes dépendantes séjournant dans un centre intégré pour personnes âgées (CIPA) ou dans une maison de soins ont fortement augmenté dans certaines institutions. Cette hausse provient principalement des coûts engendrés par les tâches domestiques qui ne sont plus intégralement prises en charge par l'assurance dépendance. Selon mes informations, les pensionnaires de la maison de soins à Schifflange doivent en moyenne faire face à une majoration des prix mensuels de l'ordre de 300€ environ.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- La hausse des prix mensuels d'hébergement dans les établissements d'aide et de soins est-elle principalement due à la suppression de la prise en charge par l'assurance dépendance de la plus grande partie des tâches domestiques ?
- Dans l'affirmative, une telle majoration individuelle est-elle acceptable dans la mesure où le coût de l'entretien et du nettoyage du logement dans de tels établissements doit être compris de manière forfaitaire dans le prix de base mensuel payé par la personne hébergée et que c'est précisément pour éviter une double facturation que la prestation forfaitaire de deux heures et demie pour les tâches domestiques prise en charge auparavant par l'assurance dépendance a été levée ?
- Est-ce que cette hausse est constatée et varie à travers tout le pays et est-ce qu'elle touche tous les usagers des établissements concernés sans distinction ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée



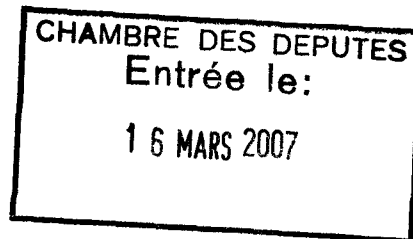
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 14 mars 2007

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 478 - 2952



Réf.: 2006 - 2007 / 1551 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 1551 du 6 février 2007
de Madame la Députée Nancy Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale à la question parlementaire sous objet, concernant l'assurance dépendance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Luxembourg, le 9 mars 2007


Madame la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le
Parlement
Service central de législation

L-2931 Luxembourg

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question parlementaire n°
1551 du 6 février 2007 de Madame la Députée Nancy ARENDT.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments distingués.


Mars DI BARTOLOMEO
Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale

Le Ministre aux Relations avec le Parlement	
SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 12 MARS 2007	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Réponse de la Ministre de la Famille et de l'Intégration et du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 1551 du 6 février 2007 de Madame la Députée Nancy ARENDT

La question traite de l'augmentation des prix d'hébergement dans certains Centres intégrés pour personnes âgées, motivée par les gestionnaires de ces établissements par les modifications législatives intervenues au niveau de la prise en charge des frais de nettoyage et d'entretien du logement des personnes dépendantes.

Dans ma réponse conjointe avec Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 1448 de Monsieur le Député Alexandre KRIEPS, qui a porté sur le même sujet, les différents aspects du problème ont été examinés.

A la demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de moi-même certains groupes de gestionnaires ont transmis récemment à nos services des données chiffrées sur leurs coûts. D'une première analyse sommaire il appert qu'il y a en matière de frais de nettoyage et d'entretien des approches fort différentes, de sorte que des conclusions valables dans tous les cas ne sont guère permises.

S'il est admis que les gestionnaires des établissements ont la liberté de déterminer leurs prix de pension, il n'est pas moins justifié que les pouvoirs publics disposent du droit leur permettant d'apprécier au regard d'une comptabilité analytique, appliquée uniformément, leur intervention au niveau des frais de fonctionnement (participation du Fonds national de solidarité aux prix des prestations fournies, prise en charge de l'assurance dépendance) et des frais d'investissement.

Un expert consultant sera chargé d'analyser les différents postes de coût dans les établissements, d'élaborer des définitions pour les différentes prestations, d'examiner les coûts afférents et de proposer des solutions concernant leur prise en compte soit au titre du prix d'hébergement, soit au titre de l'assurance dépendance. En attendant les conclusions de cette expertise et afin de ne pas préjudicier les pensionnaires des établissements, l'assurance dépendance sera autorisée d'assumer la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage jusqu'à concurrence de 2,5 heures/semaine au profit des personnes dépendantes séjournant dans des établissements ayant renoncé à une augmentation des prix d'hébergement ou des établissements qui tout en ayant procédé à une augmentation sont d'accord à ramener celle-ci à concurrence de la contre valeur de 2,5 heures par semaine (ordre de grandeur : 300 € par mois).